

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

L'activité économique a fortement rebondi en 2010, évolution qui devrait se confirmer en 2011, sous l'effet de la vigueur de la demande extérieure et de l'investissement des entreprises. La consommation des ménages, néanmoins, sera freinée par l'assainissement budgétaire et la persistance d'un taux de chômage élevé. La croissance devrait être plus équilibrée en 2012, en particulier grâce à une évolution plus favorable du marché du travail.

Selon les projections, le déficit budgétaire reviendra aux alentours de 4 % du PIB en 2012 du fait des mesures d'assainissement prévues. Les efforts se concentreront à juste titre sur les dépenses. La réforme du régime de retraite annoncée récemment, notamment l'introduction de mécanismes de stabilisation dans le premier pilier, sont accueillies favorablement car elles permettront de réduire les augmentations futures des dépenses liées au vieillissement démographique.

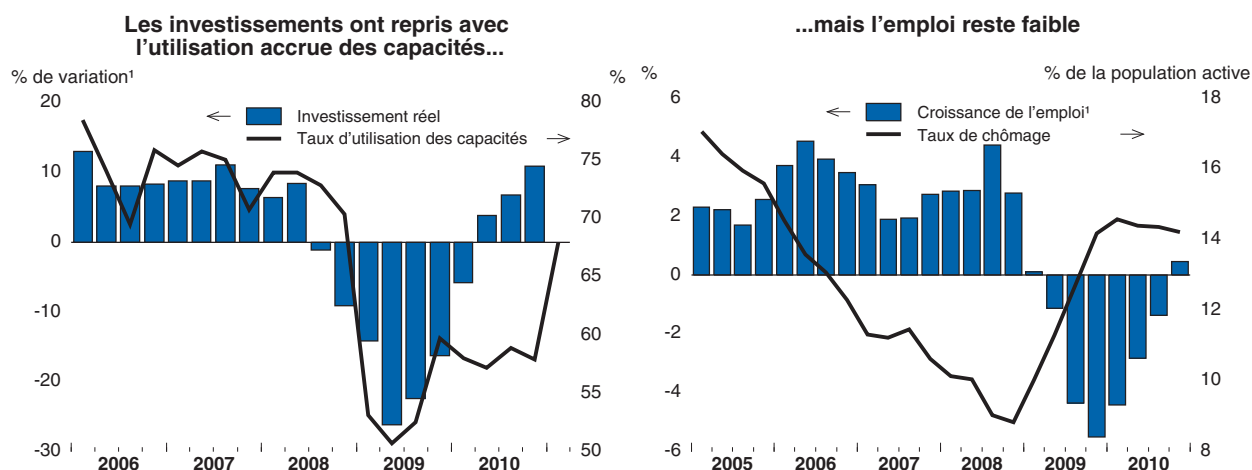
L'activité économique s'est nettement redressée...

En 2010, la croissance économique a été la plus forte de tous les pays de la zone euro et le PIB réel a retrouvé son niveau d'avant la crise, ce qui s'explique avant tout par le dynamisme des échanges mondiaux, et plus particulièrement par la solidité de la croissance allemande. L'investissement des entreprises a également rebondi, signe d'une amélioration du climat des affaires et d'une plus grande utilisation des capacités, qui tend vers sa moyenne de long terme. En revanche, la croissance de la consommation des ménages a continué de pâtir de la croissance toujours médiocre de l'emploi, et les dépenses publiques ont commencé à diminuer au dernier trimestre de 2010, témoignant de l'entrée en vigueur des mesures d'assainissement.

... mais devrait ralentir d'ici peu

De récents indicateurs permettent de penser que la reprise se poursuivra, mais à un rythme plus lent dans les mois à venir. La confiance des chefs d'entreprise dans les principaux partenaires commerciaux a

République slovaque



1. Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89 ; Base de données des Principaux indicateurs économiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932432072>

République slovaque : **Demande, production et prix**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
PIB aux prix du marché	61.6	5.8	-4.8	4.0	3.6	4.4
Consommation privée	34.5	6.2	0.3	-0.3	0.4	3.0
Consommation publique	10.6	6.1	5.6	0.1	-3.6	0.3
Formation brute de capital fixe	16.1	1.0	-19.9	3.6	6.7	7.1
Demande intérieure finale	61.2	4.8	-3.8	0.6	0.9	3.4
Variation des stocks ¹	1.0	1.1	-3.6	1.8	0.3	0.0
Demande intérieure totale	62.2	5.8	-7.3	2.4	1.2	3.3
Exportations de biens et services	53.4	3.1	-15.9	16.4	10.4	7.8
Importations de biens et services	54.1	3.1	-18.6	14.9	7.4	6.5
Exportations nettes ¹	- 0.7	0.0	2.6	1.0	2.4	1.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.9	-1.2	0.5	1.9	2.6
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	3.9	0.9	0.7	3.9	2.9
Déflateur de la consommation privée	—	4.5	0.1	0.9	3.9	2.9
Taux de chômage	—	9.5	12.1	14.4	13.8	12.8
Solde de l'administration publique ²	—	-2.1	-8.0	-7.9	-5.1	-4.0
Balance des opérations courantes ²	—	-6.6	-3.2	-3.5	-2.4	-1.3

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932433326>

fléchi récemment, ce qui laisse supposer que la demande extérieure connaîtra un léger ralentissement. En outre, la confiance des consommateurs a continué de se dégrader et les ventes de détail n'ont que légèrement progressé. L'emploi est resté faible et l'inflation s'est sensiblement accélérée, en raison essentiellement de hausses des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et d'un relèvement de la TVA et des droits d'accise. Ceci a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages.

**Les mesures
d'assainissement
budgétaire et le chômage
pèseront sur la
consommation**

Il ressort avant tout de ces projections que la consommation des ménages sera faible en 2011, du fait des mesures d'assainissement budgétaire et de la lenteur de la reprise de l'emploi. Le gouvernement prévoit des réductions ambitieuses du déficit public en 2011 et 2012 pour respecter son objectif de 2.9 % du PIB en 2013. En 2011, le plan d'assainissement devrait représenter quelque 2.5 points de PIB, dont 60 % correspondront à des réductions des dépenses publiques, ce qui affaiblira la demande intérieure. En particulier, la réduction prévue de 10 % de la masse salariale dans le secteur public, qui doit être obtenue au moyen de licenciements et de baisses de rémunération, a déjà eu des répercussions négatives sur le marché du travail. Le chômage a encore légèrement augmenté au début de l'année, semblant indiquer que les licenciements dans le secteur public ont été plus nombreux que les créations d'emploi dans le secteur privé. Avec l'augmentation du nombre d'heures travaillées

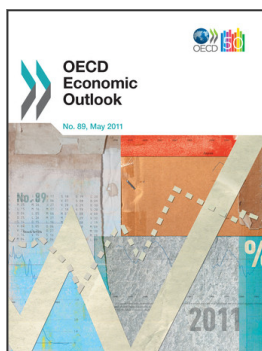
par salarié, cette situation pèse sur la réaction totale de l'emploi pendant la reprise. En conséquence, le chômage ne devrait que légèrement baisser en 2011 et il induira probablement une certaine modération des salaires ainsi qu'une stagnation du revenu disponible réel des ménages.

**L'investissement amplifiera
la reprise tirée par les
exportations**

La croissance annuelle du PIB devrait diminuer de 4 % en 2010 à 3.6 % en 2011. Les exportations demeureront le principal moteur de la croissance, la demande extérieure devant rester forte. En outre, la faible augmentation des salaires préservera la compétitivité-coûts des entreprises exportatrices. Même si l'annulation partielle des projets de construction d'autoroutes dans le cadre de partenariats public-privé pourrait se traduire par une réduction des dépenses publiques d'équipement, les investissements annoncés en provenance du secteur privé, en particulier dans le secteur automobile, devraient stimuler la formation brute de capital. Les conditions monétaires favorables soutiendront également la croissance de l'investissement. En 2012, la croissance devrait rebondir pour atteindre 4.4 %, car l'effort de consolidation budgétaire devrait être réduit et la reprise de l'emploi entraînera un redressement de la consommation intérieure. L'inflation sera, à court terme, tirée vers le haut par la hausse des prix des produits de base, mais les tensions liées à l'inflation sous-jacente devraient être limitées dans la mesure où l'écart de production restera négatif.

**Des incertitudes non
négligeables subsistent**

L'économie slovaque étant fortement tributaire de la situation extérieure, les principales incertitudes sont liées à la croissance de ses partenaires commerciaux. Une nouvelle hausse des prix des produits de base pourrait aboutir à une croissance du PIB plus faible que prévu sur la période de projection. En ce qui concerne les facteurs d'incertitudes internes, l'emploi pourrait enregistrer une accélération plus marquée que prévu, ce qui stimulerait la consommation.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « République slovaque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-33-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.